
Les femmes et le changement climatique à Cochabamba

L'analyse de la Déclaration des Peuples [1] issue de la Conférence des peuples sur le changement climatique et les droits de la Mère-Terre, qui a eu lieu du 20 au 22 avril à Cochabamba, Bolivie, peut nous faire penser que le thème de l'égalité entre les sexes n'y a pas été abordé.

Si, en termes généraux, il est possible de dire que la perspective de genre n'a pas été incorporée en substance dans les conclusions des groupes de travail, certains textes n'en comportent pas moins des références à la question. Cependant, les femmes sont mentionnés dans les conclusions du groupe de travail essentiellement comme un groupe vulnérable. (Par exemple : dans le groupe 6 sur les migrations, on précise que ce sont les femmes qui souffrent des situations les plus graves provoquées par la migration ; dans le groupe 7 sur les peuples indigènes, on réclame la participation pleine et entière des groupes vulnérables, en incluant les femmes ; le groupe 8 sur la dette climatique mentionne deux fois les femmes dans les groupes vulnérables ; le groupe 12 sur le financement, réclame une représentation des femmes dans le nouveau mécanisme de financement qui devra être créé afin de prendre en charge les coûts du changement climatique, et le groupe 14 sur les forêts demande que l'on reconnaisse le rôle des femmes dans la préservation des cultures et la conservation des forêts indigènes et des jungles, et demande la création d'un groupe d'experts composé d'au-moins 50 % de femmes). [1]

Cependant, il ne serait pas juste d'évaluer l'influence des groupes féministes et des groupes de femmes uniquement sur la base des textes produits par la conférence, et de ne pas considérer les importantes contributions qui ont vu le jour parallèlement aux groupes qui ont élaboré le document final. Voyons-en quelques exemples.

Le Groupe de Travail Féministe de l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté (de sigle GCAP en anglais) a présenté en atelier les conclusions des tribunaux sur le genre et le changement climatique qui se sont tenus dans sept pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. La présentation a inclus une analyse des impacts du changement climatique différenciés selon le sexe, entre autres le manque d'accès à l'eau potable et à l'eau pour l'agriculture, l'impact sur la souveraineté alimentaire et la plus grande dépendance économique et dans le marché, les sécheresses prolongées et les pluies hors-saison, et la perte de la faculté de produire des médicaments naturels due à la réduction de la quantité disponible de plantes adéquates. Cette activité a été positivement évaluée par les participants des deux sexes qui ont introduit ainsi un thème important, peu abordé dans la conférence. Mais l'apport le plus important de ce groupe a peut-être été lié au rôle de l'éducation dans la production de changements dans les modes de production et de surconsommation, qui sont les vraies causes du changement climatique. [2]

La réunion organisée par le Réseau Latino-Américain de femmes agents de transformation de l'économie (REMTE) a produit d'importants apports sur « les causes structurelles du changement climatique et les défis d'une économie pour la vie », perspective vers laquelle convergent les propositions du Bien Vivre, les visions et les pratiques de l'économie communautaire ancestrale, de l'économie féministe et de l'économie écologiste. Dans une très brève synthèse, on exprime qu'« il s'agit d'aller vers une économie qui favorise la reproduction amplifiée de la vie, et non pas celle du

capital ».

Dans le même sens, lors de l'Assemblée des mouvements sociaux qui s'est tenue pendant la conférence, les luttes des femmes ne sont pas passées inaperçues. Dans la lettre qui a été publiée, on affirme que « les résistances [à la crise climatique évaluée comme une partie de la crise globale] sont construites à partir de l'interrelation de diverses perspectives : anticapitalistes, antipatriarcales, anticolonialistes et antiracistes »... et que, dans « le processus d'articulation en construction permanente », un des « moments-clés » sera la Troisième action internationale de la Marche Mondiale des Femmes, au Congo, au mois d'octobre. [3]

Pour leur part, les représentantes latino-américaines de l'organisation Genre et changement climatique, Femmes pour la Justice Climatique (en anglais Gender CC), ont réalisé une analyse des impacts du changement climatique selon les genres dans des communautés de Colombie et de Bolivie. Mais leur apport le plus important a été sans doute l'analyse de l'impact qu'ont sur les femmes les fausses solutions au changement climatique préconisées jusqu'à aujourd'hui. Celles-ci comprennent, entre autres, l'augmentation des plantations d'arbres pour la fabrication d'agrocarburants et le piégeage du carbone, et les barrages hydroélectriques géants, présentés comme sources d'énergie supposée propre. Il s'agit de fausses solutions car, du point de vue climatique, elles ne s'attaquent pas aux véritables causes et, ce qui est pire, elles aggravent les injustices qui frappent les communautés les plus pauvres. En particulier, comme il a été abondamment démontré, elles pèsent spécialement sur la vie des femmes. [4]

Le groupe Féminisme communautaire latino-américain, qui parle au nom des mouvements et organisations sociales féministes, a aussi fait un apport substantiel. Il a publié une Déclaration née du document présenté par l'un des ateliers. Ce document avait été discuté en atelier, puis la discussion s'est poursuivie dans un espace ouvert, avec les apports de camarades indigènes et de camarades d'autres pays. On y analyse en détail les concepts de Pachamama, de communauté, de réciprocité, d'autonomie et de changement climatique. Comme il s'agit d'un document long, nous ferons seulement référence à certains points qui concernent le changement climatique, et qui nous semblent particulièrement importants. [5]

À ce sujet, le document explique que le changement climatique « est la conséquence de l'activité humaine, de ses excès conçus dans le cadre d'un modèle de développement déprédateur, qui se sustente par la consommation de combustibles fossiles et par la déforestation, violentant la nature pour élargir les villes de béton. Un système capitaliste et patriarcal où tout est marchandise, où tout peut être de propriété privée et avoir un prix, et où toute conséquence néfaste de l'activité humaine peut être arrangée ou modifiée par la science et la technologie. Il est la conséquence d'un système qui, au faîte de son pouvoir, se prend pour le Créateur et qui, en réalité, a miné les conditions minimales de perpétuation de la vie dans un cosmos harmonieux qui, pour nous, est la Pachamama ».

Le patriarcat pour nous, explique une des participantes indigènes du mouvement, c'est un système d'oppressions qui a enfanté, entre autres choses, le colonialisme et le néolibéralisme, deux formes différentes de déprédation de la vie, dont la dernière est celle qui détruit la Pachamama avec le plus de cynisme. C'est pour cela, ajoute-t-elle, que ce ne sont pas les peuples indigènes qui vont sauver la planète car, hommes et femmes, les indigènes sont aussi de culture patriarcale, et que c'est le patriarcat qui détruit la vie. D'où la nécessité de cette déclaration du Féminisme communautaire, parce qu'il s'agit d'une lutte pour les rêves.

Sur les effets du changement climatique, elle ratifie l'analyse faite par d'autres groupes qui affirment

que ces effets « sont différents pour les femmes, et sont plus intenses, à cause du rôle que la société leur a assigné, au centre duquel se trouvent la production, l'alimentation et les soins de la famille, élever les enfants et travailler hors du foyer, ce qui n'implique pas que la femme cesse de s'occuper du travail dit domestique. Tout ceci fait que les changements du climat aient sur elle des effets plus intenses ».

La déclaration récuse le fait que la même logique qui assigne de façon non équitable les rôles et les tâches nécessaires au maintien de la société soit utilisée pour faire face au changement climatique. Les responsables, ces pays qui se disent développés et qui ont détruit, pollué et violenté la Pachamama, leurs industries, leurs élites et leurs grandes entreprises prétendent compenser et fixer le prix de la destruction. Sur ce sujet, le document conclut avec emphase : « depuis notre regard féministe communautaire, nous réitérons que nous ne voulons pas d'argent en compensation des dégâts causés à la Pachamama ou aux femmes. Accepter de l'argent serait une bombe à retardement qui leur permettrait de continuer à exploiter en payant pour le faire. Nous voulons une restitution de nos droits. Il n'est maintenant plus possible de réparer le mal causé, mais on peut rendre ses droits à la Pachamama, et pour cela démanteler le patriarcat avec ses états, ses armées, ses sociétés transnationales, sa logique hiérarchique et toute la violence que cela implique envers les femmes et la Pachamama. Nous n'accepterons pas non plus, nous les femmes, qu'on nous rende responsables de la déprédation, car ce à quoi nous sommes confrontés est une tâche communautaire. C'est-à-dire de toutes et de tous ».

Les femmes ont parlé clairement à Cochabamba. Il reste l'énorme tâche de la diffusion de ces apports et de leur inclusion réelle dans le programme des mouvements sociaux qui luttent pour le changement.

Ana Filippini, point focal pour l'Amérique latine du réseau Femmes pour la justice climatique, GenderCC, adresse électronique : mujeresporjusticiaclimatica@gmail.com.

[1] On peut voir les textes complets sur la page Web de la conférence : <http://cmpcc.org/>.

[2] Voir les détails sur la conférence et la présentation dans le texte distribué par Ana Agostino, disponible sur : <http://www.icae2.org/files/349c.pdf>.

[3] Le texte complet de la lettre est disponible en espagnol sur : http://www.wrm.org.uy/actores/CCC/CMPCC/Movimientos_Sociales.html.

[4] Textes complets et power points en espagnol disponibles sur la page Web de Gendercc : <http://www.gendercc.net/>.

[5] Le document complet est disponible en espagnol sur : <http://www.kaosenlared.net/noticia/pronunciamiento-feminismo-comunitario-latinoamericano-conferencia-pueb>.